

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROFLOAT**

ZI

312 rue des Balmes  
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références :2025-Is054TN2

Code AIOT : 0006103189

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement EUROFLOAT implanté ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROFLOAT
- ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Eurofloat est spécialisée dans la fabrication de verre plat pour le bâtiment, ainsi que de verres spéciaux. Elle est autorisée à produire 680 tonnes de verre par jour et en 2023 l'activité

quotidienne se situait un peu en dessous de 630 tonnes par jour. Le four de fusion a été reconstruit en 2016 et différents projets de décarbonation sont à l'étude, une expérimentation est notamment en cours (été 2025) sur la possibilité d'alimenter le four verrier à partir de biogaz.

L'installation relève de la directive européenne sur les émissions industrielles, la directive IED, au titre de son activité de fabrication de verre classée sous la rubrique n°3330. De nombreuses autres activités de l'installation sont classées sous une rubrique de la nomenclature des ICPE, elles sont énumérées dans le tableau des rubriques du site défini par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2023.

L'installation est soumise à différents arrêtés ministériels de prescriptions générales, comme l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (tours aéroréfrigérantes).

Elle est également encadrée par différents arrêtés préfectoraux, comme l'arrêté d'autorisation du 14 août 2009 dont les prescriptions ont été complétées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 janvier 2016, du 30 août 2017 ou encore du 31 août 2018.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 09/05/2023, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suites 2024 : ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Suites 2024 : VLE rejets aqueux	AP Complémentaire du 22/01/2016, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites 2024 : Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.2.2	Demande d'action, délai de deux mois
5	Suites 2024 : Formation légionellose	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
6	Rapport d'accident ou d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande d'action

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de contrôler les suites données aux demandes d'actions correctives lors de la dernière visite d'inspection, il apparaît encore des non-conformités sur la surveillance des effluents aqueux du site. L'inspection a également évalué la situation administrative de l'installation qui doit être mise à jour.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/05/2023, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau d'activité de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2009 modifié est remplacé par le tableau ci-dessous :			
Rubrique	Activité	Nature de l'installation	Régime
2530-1-a	Verre (fabrication et travail du), la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 1. Pour les verres sodocalciques	Capacité de production du four : 630 t/j Capacité de production : 680 t/j	A
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse	1 chaudière à vapeur float Puissance thermique totale : 0,8 MW 14 aérothermes : 8 MW 5 aérothermes de 1 MW pour la ligne feuilletée : 5 MW 1 chaudière pour la ligne feuilletée : 1,7 MW Puissance thermique totale : 6,7 MW 4 groupes électrogènes (ligne float et magnétron) d'une puissance thermique totale de 17 MW Puissance thermique totale cumulée : 32,5 MW	E

	<p>telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1</p>		
2915-1	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides</p>	<p>2 échangeurs à huile (projet ligne feuilletée) Quantité totale des fluides : 4500 l</p>	E
2921-1-a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement</p>	<p>Ligne float : 5 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire « ouvert » de puissance thermique totale évacuée sera de 4500 kW</p>	E

	évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle		
4130-3-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	Stockage de SO2 : 8 bouteilles de 40 kg La quantité totale stockée est de 320 kg	D
1220-3	emploi et stockage d'Oxygène	3 citernes de stockage d'oxygène liquide de 50 t chacune (soit 150 t cumulées) 10 bouteilles de stockage d'oxygène comprimé de 9 m3 (soit environ 400 kg) Quantité totale maxi stockée sur site : 150 t.	D
2515-2	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.	Les équipements de broyage des matières premières représentent une puissance de 171 kW.	D
2662-b	stockage de Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Stockage de polyvinylbutyral (PVB) d'un volume maxi de 200 m3.	D
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) :	Ligne magnétron : 5 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire	D

	2. Lorsque l'installation est du type "circuit primaire fermé"	fermé Ligne feuilletée : 1 tour aéroréfrigérante de type circuit	
--	--	---	--

#### Constats :

L'activité de production de verre de l'installation s'organise autour de plusieurs étapes et aboutit à de la production de verre plat, de verre feuilleté ou de verre à couches.

Dans un premier temps, les matières premières sont incorporées dans un four (ayant été remplacé en 2016) ou elles entrent en fusion, la puissance du four est de 40 MW. A la sortie du four, le verre fondu suit une étape de floating sur un bain d'étain liquide. A l'issue de l'étape de floating, le verre est refroidi et découpé, donnant du verre plat qui peut être amené sur les lignes Magnétron (fabrication du verre à couches) et Feuilleté pour être encore transformé.

Sur la ligne Magnétron, après une étape de lavage avec de l'eau déminéralisée, le verre est placé dans un champ électromagnétique qui permet la dépose de couches métalliques sur le verre grâce aux propriétés physiques de l'atmosphère et des éléments métalliques.

Sur la ligne feuilletée, des films en matière plastique sont placés entre les couches de verre. Après avoir été lavé, le verre est assemblé aux autres couches de verre et de plastique dans une salle blanche. L'ensemble passe dans un tunnel de chauffe munie de rouleaux presseurs visant à éliminer l'air résiduel. Le verre feuilleté est enfin placé dans des autoclaves (deux) où la pression et la température sont rehaussées pour permettre d'éliminer les traces d'air résiduel et lier la composition.

La production quotidienne du four de fusion est suivie, elle est restée inférieure au seuil de 630 tonnes de l'arrêté (moyenne journalière de 579 t en 2025, maximum quotidien de 603 t en 2025). L'exploitant n'a pas su donner la capacité maximale de four de fusion, la capacité de production du site est a priori restée inchangée depuis la mise à jour du tableau des rubriques de l'installation en 2023.

Un dossier de réexamen avait été remis en 2012 suite à la publication des meilleures techniques disponibles du BREF verreries GLS, cette dernière a été omise du tableau des activités du site révisé en 2023.

L'activité de combustion du site ne doit pas être classée 2910 mais 3110 compte tenu du dépassement du seuil de 50 MW associé à la rubrique 3110 et du fait que cette dernière exclut l'application de la rubrique 2019 lorsqu'elle est applicable. En effet, la puissance du four verrier doit être considérée pour déterminer la puissance de l'activité de combustion de l'installation par rapport au seuil de la rubrique 3110. La puissance associée à cette activité sur le site est de 72,78 MW, elle relève donc de la rubrique ICPE n°3110.

Concernant l'activité classée sous la rubrique 2915-1, elle vise une activité de chauffage d'un fluide caloporteur utilisé dans les deux autoclaves de la ligne feuilletée. L'exploitant n'a pas su confirmer

le volume exact de fluide employé, il serait approximativement de 3000 l ce qui est inférieur au volume mentionné dans le tableau des rubriques. La FDS de l'huile employée indique que la température du point éclair du fluide se situe à 211°C, le fluide est utilisé à une température comprise entre 190°C et 205°C.

L'activité classée sous la rubrique 2921-1.a vise un groupe de 5 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire « ouvert » servant au refroidissement de certaines pièces de la ligne float (équipements de mesures, top roll etc.). Elles présentent la même puissance de 1163 kW et fonctionnent indépendamment (4 tours fonctionnent simultanément en général mais la cinquième à l'arrêt n'est pas systématiquement la même et n'est pas une TAR de « secours »).

L'activité classée sous la rubrique 2921-2 vise un groupe de 5 TAR associée à la ligne magnétron, d'une puissance unitaire de 900 kW et une sixième associée à la ligne feuilletée d'une puissance de 1850 kW. Les six TAR fonctionnent en circuit fermé, comme mentionné dans le tableau des rubriques et servent également au refroidissement d'éléments des lignes magnétron et feuilleté.

Concernant l'entreposage de SO<sub>2</sub>, l'inspection n'a pas vérifié la quantité stockée de ce produit, la rubrique relative à cette activité est la 4130-3-b, elle avait été mise à jour via l'arrêté du 9 mai 2023.

Concernant l'emploi et le stockage d'oxygène, l'exploitant a indiqué que depuis le remplacement du four en 2016, cette activité n'est plus exercée. L'oxygène était employé sur l'ancien four, afin d'optimiser la combustion.

L'inspection a constaté que l'exploitant disposait d'un canevas relatif aux rubriques 4XXX mais également que l'ammoniaque entreposé dans l'installation qui est utilisé pour le traitement des fumées l'est dans une citerne de capacité de 49 tonnes. L'ammoniaque stocké est dilué et la solution présente une concentration de 24,5 %, le liquide est stocké dans des conditions normales de pression et de température, vu la FDS il présente différentes propriétés de danger dont :

*Corrosion cutanée, Catégorie 1(H314)*

*Toxicité aiguë, Catégorie 4 (H332)*

*Toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique, Catégorie 3, Système respiratoire (H335)*

*Danger à long terme (chronique) pour le milieu aquatique, Catégorie 3 (H412)*

Vu ces phases de risques, la substance n'est pas soumise à une rubrique Seveso 4XXX.

L'inspection n'a pas évalué les conditions d'exercice des activités classées sous les rubriques 2515-2 et 2662-b, la rubrique 2515-2 renvoie aux activités de préparation du mélange amené au four de fusion et la 2662-b à l'activité d'entreposage de polymère qui est employé sur la ligne feuilletée.

L'inspection a interrogé l'exploitant sur la provenance du calcin employé dans son process. L'exploitant emploie ses propres chutes de process, mais également celles de ses clients effectuant de la découpe de verre. Il a également confirmé qu'il récupérerait du verre provenant de la filière de gestion des déchets, de la part de professionnels réalisant différents traitements et l'inspection a pu constater sur place le vidage d'un camion d'une société de transport de déchets dans la zone d'entreposage de calcins dont la capacité d'entreposage peut aller jusqu'à 8000 tonnes, le seuil de la rubrique n°2715 est fixé à 800 m<sup>3</sup> et est certainement dépassé.

Lors de l'inspection, l'existence de la sortie de statut de déchet explicite encadrée par le



règlement européen n°1179/2012 n'a pas été évoquée. L'exploitant doit se positionner sur l'application de cette dernière sur les flux qu'il réceptionne.

L'exploitant entrepose du GNR et du fuel, utiles à l'alimentation des chariots et des groupes électrogènes. Le site compte :

- deux cuves aériennes de fuel léger de 25 m<sup>3</sup>,
- une cuve aérienne en fosse de 30 m<sup>3</sup>
- une cuve enterrée de GNR de 25 m<sup>3</sup>.

L'inspection a observé les trois cuves aériennes, l'exploitant a indiqué qu'il réfléchissait à remplacer la cuve de fuel en fosse vu son état de corrosion. L'exploitant a signalé à l'inspection que le projet de mise en place de 5 citernes de fuel de 120 m<sup>3</sup> pour l'alimentation du four, qui s'inscrivait dans le cadre du début de la crise russo-ukrainienne, n'a pas été mis en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra un tableau actualisé des rubriques du site qui tiendra compte notamment des éléments exposés ci-après et auquel l'inspection réagira pour confirmer la justesse du tableau.

Le four de fusion dont la puissance est de 40 MW confère à l'activité de combustion de l'installation une puissance totale de 72,78 MW par rapport à la rubrique IED 3110 créée par le décret n°2013-375 du 02/05/13 et pour laquelle la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 a déclenché le réexamen de ces installations.

La rubrique IED principale reste cependant la 3330.

Les cinq TAR en circuit ouvert pouvant fonctionner simultanément et compte tenu de l'évolution de la nomenclature introduite par le décret n°2013-1205 du 14/12/13, qui a supprimé la notion de circuit ouvert et fermé, l'ensemble des activités de refroidissement de l'installation sont à classer sous la même rubrique n°2921-1.a pour une puissance totale de :  $5\,815 + 4\,500 + 1\,850 = 12\,165$  kW. Le tableau des rubriques du site devrait être corrigé, le régime applicable à cette activité resterait celui de l'enregistrement.

L'activité d'entreposage de solution d'ammoniac ne paraît pas relever d'une rubrique Seveso vu les propriétés de dangers de la substance affichées dans la FDS.

Sur le classement de l'entreposage du calcin, cette activité peut être classée sous la rubrique 2715 mais il existe une sortie du statut de déchet explicite encadrée par le règlement européen 1179/2012. L'exploitant se positionnera sur l'éventuelle application de cette sortie du statut de déchet et le classement à retenir pour son activité d'entreposage de «calcins ».

Concernant l'activité de stockage de fuel et de GNR, le tableau des activités du site est erroné, il manque une ligne associée à cette activité visée par la rubrique 4734 qui est venue remplacer l'ancienne rubrique 1432.

La modification présentée dans le porté à connaissance de février 2023 relative à cette activité n'a jamais été mise en place sur le site, le volume associé à cette l'activité 4734 correspond donc a priori à celui présenté dans le tableau des rubriques de l'arrêté d'autorisation de l'installation sous la rubrique 1432.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Suites 2024 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, Implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,,),</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p><b>Demande d'action corrective, constat n°4 du rapport d'inspection du 3 mars 2024 :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation, en élaborant un plan des réseaux exhaustif permettant notamment de distinguer les différents réseaux de l'établissement (réseau incendie, eau potable, eaux de process etc.) dans lesquels circulent les différents effluents du site mentionnés à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral (eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de procédé etc.).</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux corrigé par rapport à celui présenté lors de la dernière visite d'inspection qui datait de 2022 et ne faisait pas la distinction de l'ensemble des réseaux d'eau.</p> <p>L'inspection a examiné la représentation des réseaux d'effluents aqueux, mais pas celle des eaux d'alimentation.</p> <p>Le plan présente désormais les effluents industriels et les eaux pluviales et une légende. Le lieu de jonction précis entre le réseau des eaux pluviales et des effluents industriel représenté sur le plan n'est pas connu précisément selon l'exploitant, bien qu'il assure que sa localisation réelle avoisine le point représenté. L'exploitant est certain que la jonction de ces réseaux se situe dans une zone en amont du point de surveillance.</p> <p>La demande d'action corrective et la prescription sont respectées.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

A titre de remarque, la connaissance des réseaux du site ne peut pas être approximative, s'il existe un doute sur la localisation de la jonction entre le réseau d'effluents industriel et celui des eaux pluviales, il doit être écarté.

L'inspection prie l'exploitant de lui transmettre le plan des réseaux présenté pour mémoire. Dans un délai de deux mois.

**Type de suites proposées :** demande d'action

**N° 3 : Suites 2024 : ouvrages de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

**Article 4.3.3.1, Conception**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,- ne pas gêner la navigation (le cas échéant),

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

**Article 4,3.3,2, Aménagement**

Aménagement du point de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).Ce point est aménagé de manière être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur

**Article 4,3.3,3, Section de mesure**

Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

**Demande d'action corrective du constat n°4 du rapport d'inspection du 8 mars 2024 :**

L'inspection rappelle que les différents effluents de l'installation doivent être gérés séparément, conformément à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale dont l'article 14 stipule :

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées (eaux usées, effluents industriels...). Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 5 doit faire apparaître les secteurs collectés, les

<p>points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Dans l'immédiat et dans le cadre de la surveillance de ses rejets, l'exploitant suivra les précipitations afin d'être en mesure d'évaluer la proportion d'eau pluviale présente dans son rejet. Parallèlement, l'exploitant déplacera son point de mesure afin que les mesures obtenues soient représentatives de ses rejets industriels. Pour rappel, les eaux pluviales rejetées sont elles aussi soumises à une valeur limite en concentration définie à l'article 4.3.9 de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a répondu à la 1ère demande d'action corrective adressée pour ce point qui était de suivre les précipitations afin d'être en mesure d'estimer la part d'eaux pluviales dans ses rejets.</p> <p>L'exploitant n'a pas donné de suites à la seconde demande d'action corrective adressée pour ce point.</p> <p>L'inspection a pu identifier que l'installation rejetait au moins comme effluents industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les eaux de purge des TAR, évacuées automatiquement,</li> <li>- Les eaux de lavage, produites en amont des lignes magnétron et feuilleté.</li> </ul> <p>Les effluents industriels et les eaux pluviales se mélangent juste avant le point de prélèvement extérieur pour lequel des VLE spécifiques sont définies par l'arrêté préfectoral du 22 juin 2016.</p> <p>L'inspection n'a pas identifié d'autres effluents industriels et le site ne dispose pas d'autres points de prélèvement que le point extérieur examiné en 2024 qui permet de vérifier le respect des valeurs limites d'émissions définies par l'arrêté préfectoral de l'installation,</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant définira des points de prélèvements permettant de satisfaire les exigences de surveillance de l'ensemble de ses effluents industriels et il transmettra la liste de ces points à l'inspection dans un délai de deux mois.</p> <p>En lien avec le constat d'après, il se positionnera sur les modalités de prélèvement à mettre en œuvre compte tenu des caractéristiques des effluents (surveillance continue du débit, du PH et de la température compte tenu du débit des effluents, liste des paramètres à surveiller etc.).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Suites 2024 : VLE rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/01/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les prescriptions du présent article sont applicables à compter de la mise en exploitation du nouveau four de fusion courant 2016. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le canal de dérivation du Rhône, les valeurs limites en concentration et flux définies dans le tableau ci-dessous. L'autosurveillance et les mesures comparatives doivent être réalisées selon les périodicités définies dans ce même tableau.

Débit de référence	Maximal journalier : 400 m <sup>3</sup> Moyenne mensuelle débit journalier : 150 m <sup>3</sup> /j	Auto-surveillance	Journalière
Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximal journalier en kg/j	Mesures comparatives
Débit			Annuelle
MEST	25	8	
DBO5	20	7	
DCO	125	40	
Azote Kjeldhal	10	3	
Azote total	20	7	
Phosphore	5	1,6	
Indice phénol	0,3	0,096	
Arsenic et composés	0,3	0,07	
Chrome hexavalent et composés	0,1	0,03	
Plomb et composés	0,3	0,096	
Cadmium et composés	0,05	0,0016	
Cuivre et composés	0,3	0,096	
Chrome et composés	0,3	0,096	
Mercure et composés	0,05	0,0016	
Nickel et composés	0,5	0,016	
Zinc et composés	0,5	0,016	
Étain et composés	0,5	0,016	
Fer, aluminium et composés	5	1,6	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1	0,32	
Hydrocarbures totaux	5	1,6	
Fluor et composés	6	1,9	
Antimoine et composés	0,3	0,096	
Baryum	3	1	
Acide borique	3	1	
Sulfates	1000	320	
Ammoniaque	10	3,2	

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis au minimum annuellement à l'inspection des installations classées (via le logiciel GIDAF), accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### Constats :

L'exploitant réalise une surveillance continue du débit, de la température et du PH de ses rejets au canal de dérivation du Rhône (incluant donc les eaux pluviales et les eaux résiduelles).

La surveillance annuelle des autres paramètres a été réalisée en 2024 par un prestataire extérieur et le sera en 2025 à l'occasion d'un contrôle inopiné.

Ces résultats sont déclarés sur le site GIDAF et sur la période allant de juillet 2024 à mai 2025, plusieurs résultats interpellent :

- Aucun résultat n'a été transmis pour le **mois de mars 2025**,
- Les débits déclarés sont identiques tous les mois, sans distinction entre le débit minimal, moyen et maximal journalier,
- sur les paramètres surveillés annuellement, la valeur limite définie par l'arrêté préfectoral est dépassée pour la DCO (190 mg/m<sup>3</sup> contre 125 mg/m<sup>3</sup>, la valeur limite de flux est également dépassée).

L'exploitant a un fichier présentant en détails les résultats de l'autosurveillance qu'il réalise sur le débit du rejet et qui présente la part de précipitations, comme demandé à l'issue de la visite d'inspection de 2024. Ce dernier présente bien les débits moyens mesurés au quotidien, dont ceux mesurés au mois de mars 2025.

L'autosurveillance réalisée par l'exploitant présente des dépassements du débit maximal autorisé (400 m<sup>3</sup> journalier et moyenne mensuelle de 150 m<sup>3</sup>/j), **notamment en mars** et cela à plusieurs reprises :

- 2 155 m<sup>3</sup> le 17 mars,
- 2 136 m<sup>3</sup> le 18 mars,
- 1124 m<sup>3</sup> le 20 mars.

A noter que la période était alors pluvieuse, 4,24 l/m<sup>2</sup> de précipitations sont tombées la semaine précédant le 17 mars. Hormis ces dépassements, on en compte 6 autres sur le 1<sup>er</sup> semestre de 2025 compris entre 400 m<sup>3</sup> et 490 m<sup>3</sup>

Sur le premier semestre de 2025, l'eau de pluie présentait 64,8 % des volumes d'effluents rejetés.

Il y a également des dépassements de la valeur haute du pH. L'exploitant a travaillé à identifier l'origine de ces dépassements, les produits chimiques sont listés et ceux dont le PH dépasse 8,5 sont identifiés et suivis ce qui peut permettre à l'exploitant d'identifier des fuites de ces produits qui peuvent provoquer des dépassements du PH (cela a pu arriver sur la ligne coater en particulier).

Il n'existe pas de surveillance spécifique pour les effluents des TAR ou des eaux de lavage et des

produits désinfectant sont employés dans le cadre des opérations de lavage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit correctement renseigner le résultat de son autosurveillance journalière dans GIDAF. En l'état, les résultats transmis ne permettent pas de vérifier le respect des valeurs limites applicables au rejet.

L'exploitant transmettra le rapport de surveillance de l'année 2024 à l'inspection dans un délai de un mois.

Les eaux issues des TAR sont soumises aux dispositions de surveillance et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux ICPE classées sous la rubrique n° 2921 et relevant du régime de l'enregistrement. L'exploitant devra se positionner sur l'application de ces valeurs limites.

Les eaux de lavage sont soumises aux dispositions de surveillance et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté ministériel du 12 mars 2023 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

L'exploitant doit s'acquitter de ses obligations de surveillance de ses effluents (effluents des TAR, eaux de lavages). La surveillance actuellement réalisée ne peut satisfaire cette obligation compte tenu du mélange des effluents avec les eaux pluviales (64,8 % du volume d'effluent rejeté), de la fréquence des analyses (normalement trimestrielle pour certains paramètres à surveiller sur le rejet des TAR) et de la liste des paramètres surveillés.

En lien avec la demande d'action corrective du constat précédent, l'exploitant se positionnera sur les valeurs limites applicables à ses différents rejets en interne et établira un plan de surveillance de ses effluents conforme sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Suites 2024 : Formation légionellose**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, Formation légionellose

**Prescription contrôlée :**

Surveillance de l'installation.

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de

manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

#### **Demande d'action corrective, constat n°8 du rapport d'inspection du 3 mars 2024 :**

Dans un délai de six mois, l'exploitant se mettra en conformité avec l'article 23 de l'arrêté du 14 décembre 2013 en faisant renouveler la formation légionelles au personnel du site intervenant sur les TAR.

L'exploitant veillera aussi à conserver le support de la formation de second niveau que l'inspection pourra contrôler ultérieurement.

Le délai de la demande d'action corrective est dépassé, ce retard s'explique par le nombre de personnes à former mais les actions entreprises par l'exploitant aboutiront à la mise en conformité.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection un document de suivi des habilitations réglementaires des employés du site. L'exploitant a identifié les employés exposés au risque légionelle et pour lesquels une formation légionelle était requise. 81 personnes sont identifiées et suivent le même programme de formation approfondie (incluant un module de sensibilisation et un module approfondi). Une cinquantaine de personnes a été formée ou a vu sa formation être renouvelée en janvier 2025. L'exploitant suit les dates de ces formations et de leur renouvellement, parmi les 81 personnes ciblées pour suivre la formation légionellose, 37 personnes seront formées en 2026 et l'exploitant a identifié les personnes qui devront renouveler leur formation en 2027.

Le délai de la demande d'action corrective est dépassé, ce retard s'explique par le nombre de personnes à former mais les actions entreprises par l'exploitant aboutiront à la mise en conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Rapport d'accident ou d'incident



<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une fuite de fuel a eu lieu le week-end du 27 au 30 juin 2025, le volume dispersé dans le sol est estimé à 8.5 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a notifié l'évènement à l'inspection et a entrepris des actions dès la détection de la fuite en début de semaine, le 30 juin 2025 : les cuves ont été isolées et le fuel qui pouvait être récupéré a été pompé.</p> <p>Une fiche dûment complétée décrivant l'évènement a été transmise le 10 juillet à la DREAL et l'inspection a examiné le lieu de l'évènement lors de sa visite de site.</p> <p>La fuite a eu lieu sur une canalisation souterraine reliant deux cuves de stockage aux groupes d'alimentation de secours. Le fuel s'est dispersé en sous-sol, sous une voirie du site. L'exploitant a sollicité un prestataire pour déterminer une solution de traitement, deux solutions ont été évoquées, le retrait des terres polluées ou un traitement par désorption thermique.</p> <p>L'exploitant suspecte que la cause de l'évènement soit un défaut matériel au niveau des tuyauteries avoisinant la cuve. Les cuves sont protégées par des barrières fixes empêchant des collisions avec les camions lors des opérations de dépotage.</p> <p>Pour éviter de nouveau ce type d'évènement, l'exploitant prévoit la réparation des tuyauteries, l'amélioration du suivi de niveau de ces cuves avec une meilleure remontée de données et une révision de l'évaluation de risques de cette activité sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection les scénarios de dépollution envisagés et le choix retenu quand au traitement qui sera mis en place avec le planning associé.</p> <p>L'exploitant adressera également une analyse des causes de l'accident et un plan relatif à la mise en place des actions correctives qu'il a identifiées (réparation tuyauterie, amélioration du suivi des</p>

cuves, révision de l'évaluation de risques de cette activité etc. ).

**Type de suites proposées :** Demande d'action